

38 PO **U.** R

l'éducation, l'enseignement, la recherche, la culture

Bulletin n°108 de Juillet 2020 - Prix : 0,50€ (abonn. 2,5 €)

Bulletin trimestriel - Section de l'Isère de la Fédération Syndicale Unitaire

FSU-ISÈRE ■ Bourse du Travail ■ 32, av. de l'Europe ■ 38030 GRENOBLE CEDEX 2

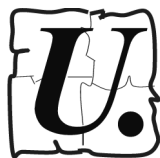
Éditorial

stop ... ou encore ?

La violence « des » crises auxquelles nous sommes confronté.e.s questionne en profondeur le monde dans lequel nous vivons et, plus encore, le monde dans lequel nous voulons vivre, toutes et tous.

La gestion de la « séquence de crise sanitaire aiguë », pour parler comme les communicant.e.s, a mis au jour, si besoin était, le monde dont nous ne voulons pas et, ce, dans de nombreux secteurs : plans prévisibles de mise à genoux des services publics les plus « juteux » financièrement (Santé, Éducation Nationale) ; promesses à tout va de largesses économiques dont on se demande quelle sera la part qui reviendra à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.euses, des citoyen.ne.s ; renforcement de dispositifs ou lois visant à réduire les libertés individuelles et/ou collectives ; augmentation insidieuse de la criminalisation de la défense des intérêts communs dès lors que ces intérêts n'obéissent pas à l'idéologie ou au discours du moment ; tromperies et artifices sur la nécessaire conversion écologique à mener...

Face à cette déferlante de dislocations, nous pouvons nous sentir diminué.e.s, usé.e.s par l'ampleur des combats à mener. Nous avons pour nous, à la FSU, cette capacité syndicale spécifique de la lutte. Cependant, il nous faut réfléchir autrement, en collaboration avec les groupes, collectifs, associations qui partagent nos



GRENOBLE CTC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

DÉPOSÉ 02/07/2020

revendications et propositions (c'est le sens du « plan de sortie de crise 38 », de l'intersyndicale « Enfants migrant.es ? A l'école ! »). Il nous faut parvenir à diffuser toujours et encore nos valeurs propres, auprès de nos collègues mais aussi de tou.te.s les citoyen.ne.s. Ainsi nous imposerons nos solutions de progrès.



Démolition de l'École publique © bateausurleau

Les congés approchent. Prenons le temps du repos (et de la réflexion sereine !) afin de pouvoir, au moment opportun, ne pas en rester aux incantations ; l'heure sera alors à l'engagement fort et puissant !

Bel été à toutes et à tous !

Manue Pauthier

Sommaire

- Éditorial
- Un scandale en démocratie

p 1
p 2-3

- Lutte des jeunes majeurs.e.s, droits des enfants migrant.e.s
- 34 mesures de sortie de crise à décliner en Isère

p 4
p 4

Un scandale en démocratie

Un collègue du SNES a transmis aux parlementaires de l'Isère les courriers que le groupe des 8 organisations de retraités 38 a envoyés au Préfet, l'interrogeant sur la situation des personnes âgées en EHPAD et à domicile. Une députée LREM lui a répondu :

Monsieur,

Cette communication est pour le moins déplacée. Vos «exigences» sont inaudibles, et vos solutions dangereuses. Tous les français ont le droit d'avoir accès à un masque pour les accompagner dans ce déconfinement. Quant aux EPHAD, ils ont des dotations spécifiques, comme tous les soignants de l'hôpital.

Enfin sur le prix, j'imagine que vous n'avez lu aucun journal pour ne pas savoir que le marché mondial des masques connaît une pénurie historique, et que dans ce contexte extraordinaire le prix des masques est passé de 0,07 HT à 0,60 HT (au mieux). Alors s'il vous plait, laissez le Préfet faire son travail et cessez de commettre des exigences sans fondement.

Cordialement

Cendra MOTIN

La teneur et le ton de cette réponse sont inadmissibles. « Le groupe des 8 » a vivement réagi par un courriel (ci-dessous) à cette élue qui oublie (ou ignore!) qu'elle représente ses électeurs. Elle limite son rôle à un soutien inconditionnel à la politique du Président de la République.



Intersyndicale départementale des organisations de retraité.e.s CGT, FO, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR FP, UNRPA et LSR

Grenoble, le 18 mai 2020

Madame la Députée,

Nous avons été informés par Monsieur Daniel Ladurelle, de la réponse que vous lui avez faite alors qu'il vous a transmis, comme à l'ensemble des parlementaires isérois, deux courriers que nous avons envoyés en tant que groupe de 8 organisations de retraité.e.s à Monsieur le préfet de l'Isère.

Alors que s'adresser à une élue est pour un citoyen une démarche tout à fait légitime, la teneur des propos que vous tenez en retour dans votre message et le ton que vous utilisez ne sont pas dignes, selon nous, d'une représentante de la Nation. A travers votre réaction, c'est la démarche collective d'organisations qui représentent 17 millions de retraité.e.s au plan national que vous remettez en cause en des termes inacceptables. Nous sommes dans notre rôle quand nous sollicitons du représentant de l'Etat des explications sur la politique menée face à la crise sanitaire qui touche en priorité une partie de la population, qualifiée de fragile et vulnérable. Nous sommes dans notre rôle quand nous portons des revendications pour améliorer son accès aux soins, sa prise en charge et sa protection, qui plus est face à la pandémie.

Vous évoquez notre « communication déplacée » mais ce sont les termes que vous utilisez qui le sont pour le moins. Nous avons en effet des désaccords profonds sur la gestion de la crise, sur les solutions utilisées par le gouvernement et de façon plus large sur la politique que vous soutenez. Vous acceptez la marchandisation de la santé que nous contestons. Nos exigences qui ne sont ni « inaudibles » ni « sans fondement », vous refusez de les entendre. Vous acceptez que les masques continuent à être fabriqués prioritairement en Chine, que notre approvisionnement reste dépendant du marché mondial, que l'explosion de cette demande génère d'importants profits. Vous ne pouvez envisager le moindre contrôle par les pouvoirs publics des marges bénéficiaires des importateurs de masques et des intermédiaires. Vous légitimez la vente de masques au public par des grandes surfaces. Vous ne pouvez envisager une production sur le territoire national soutenue par le budget de l'Etat et des collectivités locales.

Nos « solutions » ne sont pas « dangereuses ». Au contraire, elles permettraient de réaliser l'objectif, que nous partageons : « Tous les Français ont le droit d'avoir accès à des masques pour les accompagner

dans ce déconfinement ». À la différence, et pas des moindres, que nos organisations en demandent la gratuité.

« La pénurie historique de masques sur le marché mondial », nous pouvons en parler en syndicalistes et citoyens informés. Certes, tous les pays acheteurs ont été confrontés à la difficulté à se fournir en masque dans un contexte d'offre mondiale insuffisante et de concurrence exacerbée auprès des fabricants chinois mais tous n'ont pas géré la situation de la même façon. La pénurie historique de masques en France a été cachée à l'opinion publique en lui mentant et a « contraint » le président de la République et le gouvernement à faire le choix d'un confinement strict comme stratégie sanitaire. Aujourd'hui peu de personnes dans notre pays ignorent cette réalité : des stocks insuffisants en masques chirurgicaux et inexistantes en masques « FFP2 », ce que les personnels « en première ligne » ont dénoncé pendant des semaines, ainsi que des commandes en faible volume, trop tardives et mal organisées.

Quant « aux dotations spécifiques des EHPAD et des personnels soignants », parlons-en aussi. Retards et carences en équipements multiples dont les masques, objet de notre premier courrier au Préfet, que le système D généralisé ne pouvait en aucun cas pallier et dont les conséquences sont dramatiques. Aujourd'hui encore la protection des salariés qui ont repris le travail n'est pas assurée et globalement les besoins de la population entière ne sont pas couverts. Et nous n'aborderons pas le problème des tests que vous ignorez dans votre email.

Vous aviez enjoint avec autoritarisme à Monsieur Ladurelle, et donc à nous-mêmes, de laisser « le préfet faire son travail ». Nous tenons à vous informer que Monsieur le Préfet a fait réponse le 13 mai à notre

courrier de relance en date du 7 mai et nous a fourni, sous couvert de l'ARS, certaines informations que nous lui avions demandées.

Votre fin de non-recevoir nous semble une atteinte à la démocratie et à l'esprit républicain. Aussi avons-nous donné à votre réponse, Madame la Députée, toute l'audience locale et nationale qu'elle méritait.

Pour les organisations de retraité.e.s de l'Isère :

USR CGT : Yves RICHARD

SFR-FSU : Elvire DELGADO

UDR FO : Pascal COSTARELLA

UNIRS Solidaires : Laurent MERINDOL

FGR-FP : Jacques FOGLIARINI

UDR CFE-CGC : Pascal BAUBE

LSR : Claude BOURCHANIN

UNRPA : Jacky DUMAS



Lutte des jeunes majeur.e.s, droits des enfants migrant.e.s : des luttes vivantes et urgentes.

Depuis deux ans, et fortement depuis la rentrée dernière, un collectif de jeunes migrant.e.s pose par sa lutte les exigences de droit à une scolarisation sereine, à un logement, à la régularisation. Ces jeunes, combatifs, combattives et organisé.e.s ont réussi à mobiliser largement à plusieurs reprises. Ils ont construit leur lutte en lien avec le riche milieu associatif de défense des étrangers, le R.E.S.F., avec le D.A.L., avec des syndicats enseignant.e.s dont la F.S.U. Pour l'instant, la Préfecture et le Conseil Départemental restent sourds à leurs

exigences et persistent à les priver de leurs droits élémentaires. Le plus souvent scolarisé.e.s en lycées professionnels, ces jeunes migrant.e.s « isolé.e.s » sur le territoire français vivent dans la plus totale précarité une fois la majorité atteinte. Le « contrat jeunes majeurs » qui leur assurait autrefois le droit à un toit et à des aides sociales minimum pour pouvoir terminer leur scolarité a été supprimé par le Conseil Départemental de l'Isère. Dans le même temps, la Préfecture utilise toutes les occasions possibles pour placer ces jeunes en situation illégale en leur refusant leur droit au séjour.

Droit à un toit, des papiers, une scolarisation... Ces combats sont partie intégrante du projet syndical de la F.S.U. Ils rejoignent les autres luttes urgentes de défense des élèves migrant.e.s. Manque de place dans les dispositifs d'accueil « Upe2a », manque d'assistant.e.s scolaires (aux statuts précaires), manque d'hébergements et de droits sociaux (combien d'élèves dorment aujourd'hui « à la rue »?), refus de titres de séjour : autant de scandales absolus. Nous continuerons donc à soutenir les actions des migrant.e.s, tout en menant la lutte par

nos interventions syndicales et la mobilisation des personnels.

Un cadre syndical unitaire s'est construit en ce sens, l'intersyndicale Cgt-Cnt-Fsu-Sud, « Enfants migrant.e.s ? A l'école ! ». Il continuera cet été et à la rentrée prochaine son travail de mobilisation et de formation (stages intersyndicaux ouverts à tou.te.s les collègues).

Thibaut Michoux

Plus jamais ça : 34 mesures de sortie de crise à décliner en Isère !

La pandémie de Covid-19 a révélé les conséquences d'un système socio-économique insoutenable pour l'Humanité. D'autres crises encore plus graves se produiront si nous ne changeons pas nos sociétés. Les difficultés économiques consécutives à la pandémie doivent nous conduire dès maintenant non pas à reproduire nos erreurs passées, mais à développer les solutions pour un monde meilleur. Au niveau national, 20 organisations ont initié la démarche en portant la pétition #PourLeJourDaprès (Action Aid, Alternatiba, ANV-COP 21, Attac, CGT, Confédération paysanne, Convergence nationale des services publics, Droit Au Logement, Fondation Copernic, FSU, Greenpeace France, Notre Affaire à Tous, Les Amis de la Terre, Oxfam, Reclaim Finance, Solidaires, UNEF, UNL, Youth for Climate France, 350.org)

Si des changements globaux sont impératifs, les actions locales, au plus près des citoyens, sont tout autant et absolument indispensables. Pas question de se défausser sur des champs de compétences nationaux ou supra-nationaux destructeurs qui nous cantonneraient au rôle de spectateurs impuissants.

La FSU 38, aux côtés de 29 organisations du département (syndicats, associations, collectifs, partis politiques) a signé l'appel isérois « *Plus jamais ça ! Construisons ensemble un futur démocratique écologique féministe et social* » et lance un travail de réflexions à moyen terme pour enrichir les savoirs, échanger les points de vue, produire des

actions à destination de la société civile afin de changer ce monde dont nous ne voulons plus. Nous sélectionnerons quelques mesures déclinables en Isère, en fonction aussi des compétences et des forces locales, pour les approfondir en groupes de travail inter-orga. Ce travail débouchera sur des actions à l'automne (tracts communs, affiches, des réunions publiques, échanges avec les salarié.es, interpellations des élus et, pourquoi pas, meeting ...).

▲ Les militant.e.s qui souhaitent participer à cette démarche inédite doivent se signaler auprès de leur propre syndicat, pour porter au-delà de la FSU 38 nos mandats de transformation sociale.

David Sujobert

L'intégralité du plan « sortie de crise » est téléchargeable sur le site de la FSU nationale :

<https://fsu.fr/wp-content/uploads/2020/05/Le-plan-de-sortie-de-crise.pdf>



Fédération Syndicale Unitaire - Section de l'Isère ■ 38 POUR : bulletin édité par la section de l'Isère de la FSU

Adresse : Bourse du Travail - 32 av. de l'Europe - 38030 GRENOBLE CEDEX 2

Téléphone : 04 76 09 13 60 ■ Télécopie : 04 76 40 36 42 ■ Courrier électronique : fsu38@fsu.fr

Site : <http://sd38.fsu.fr> ■ Directeur de la publication : Serge PAILLARD

■ CPPAP 0920 S 07523 ■ ISSN 1259-1343 ■ Dépôt légal : 3ème trimestre 2020 ■ Imprimé par nos soins

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques de la FSU. Conformément à la loi du 8/01/1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU.